Louis GILL,
Économiste retraité de l'UQAM
1983

Un tournant dans la situation économique mondiale

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois retraité de l'UQAM

Un tournant dans la situation économique mondiale.

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Louis Gill (1983), **Un tournant dans la situation économique mondiale. Montréal.** Département des sciences économiques, UQAM, novembre 1983, 15 pages. Broché. Cahier no 8402. [Autorisation accordée le 10 janvier 2003 par Louis Gill].

Louis GILL était professeur au département de sciences économiques de l'UQAM. Spécialiste des économies socialistes, il a publié plusieurs ouvrages sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale et les modèles de concertation.

gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 juin 2003 à Chicoutimi, Québec.
Texte corrigé le 3 janvier 2005.

Table des matières

1. [L'impérialisme américain dominant](#)
2. [La crise du système et le tournant de 1971](#)
3. [Dollar fort et relance militaire](#) : les bases d'un nouveau tournant
4. [Un pillage en règle des pays dominés](#)
5. [Un retour à des relations de type colonial](#)
6. [Guerre économique entre impérialismes rivaux](#)
7. [Les contradictions du dollar fort](#)
8. [La faiblesse des impérialismes européens](#)
9. [L'accentuation de la guerre commerciale](#)

[Liste des publications du Centre de recherche](#)

1. L'impérialisme américain dominant

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la domination de l'impérialisme américain s'est imposée de manière décisive sur les impérialismes européens et sur l'impérialisme japonais. La Deuxième Guerre mondiale a achevé l'œuvre commencée par la première. Elle a fait des États-Unis la principale puissance économique, politique et militaire. Elle a fait des puissances européennes et japonaise des puissances chancelantes, de deuxième ordre, entièrement dépendantes de l'impérialisme américain.

Dans ce contexte, l'impérialisme américain a été amené à prendre totalement en charge le fardeau de la reconstruction des économies capitalistes d'Europe et du Japon détruites par la guerre, à agir, selon l'expression de l'ex-président Nixon, en "fondés de pouvoir de toute la civilisation occidentale". À sa manière, Nixon explique que les États-Unis ont été poussés à assumer seuls l'ensemble des contradictions du système capitaliste, dans une défense du régime tout entier, rôle qu'ils sont alors les seuls à pouvoir assumer même si cela ne peut se faire qu'au prix de l'accentuation de difficultés qui, tôt ou tard, éclateront au grand jour. Dans la mise en place de l'ordre mondial de l'après-guerre, leur poids déterminant imposera le système monétaire international de Bretton Woods avec le dollar comme pilier du système. La monnaie nationale

des États-Unis le dollar, est imposée comme monnaie internationale, équivalente de l'or, convertible en or à prix fixe, 35 dollars l'once.

Il n'y a pas de construction théorique idéale du système monétaire international qui n'est jamais autre chose que le reflet des rapports de force entre puissances impérialistes rivales. La domination d'une monnaie nationale dans les rapports économiques internationaux est toujours l'expression de la suprématie économique, politique et militaire du pays qui émet cette monnaie. C'était le cas de la livre sterling sous l'hégémonie de la Grande-Bretagne. C'est le cas du dollar depuis 1945. Certes, les rapports se sont modifiés depuis 1945 entre les puissances capitalistes. Les États-Unis doivent désormais compter avec l'existence des économies reconstruites d'Europe et du Japon. Le système de Bretton Woods s'est effondré. La convertibilité du dollar en or a été supprimée. On a voulu "démonétiser" l'or, etc. Les conditions exceptionnelles de l'après-guerre qui ont donné lieu à ce que certains ont appelé le "boom économique" de l'après-guerre se sont épuisées. La lutte des classes à l'échelle mondiale s'est intensifiée. L'impérialisme américain s'est engagé dans une escalade de mesures visant à affirmer sa suprématie à mesure que l'impasse de la situation mondiale continuait à s'affirmer. En dépit de ces changements et malgré la diminution relative de la supériorité économique américaine, les États-Unis occupent toujours incontestablement le premier rang et le dollar est toujours de loin la monnaie dominante, et cela, quelle que soit l'ampleur de la crise qui frappe l'impérialisme dans son ensemble et l'impérialisme américain en particulier.

Si la puissance relative de l'impérialisme américain s'est effritée comme conséquence de la reconstruction des économies de l'Europe et du Japon et de la concurrence qu'elles livrent à l'économie américaine sur le marché mondial, si par ailleurs l'économie américaine elle-même est minée en profondeur, aucune autre puissance impérialiste n'est à même de se substituer à l'impérialisme américain, de jouer à sa place le rôle dirigeant, et de résoudre l'impasse de l'économie mondiale capitaliste. Toutes, y compris l'économie japonaise, demeurent soumises à l'impérialisme américain dominant, même si ce dernier est lui-même en déroute, quelle que puisse être l'apparence trompeuse de la "reprise" économique et de la "fermeté" persistante du dollar sur le marché des changes. Aucune autre monnaie nationale, ni aucune monnaie, le cas échéant, d'un bloc monétaire constitué par un groupe de pays, ne peut remplacer le dollar dans son rôle de monnaie internationale. Plus de la moitié des contrats internationaux sont libellés en dollars dont la plupart (de 75% à 90%) des contrats de pétrole; plus de 75% des réserves en devises étrangères détenues par les banques centrales à travers le monde sont des

réerves en dollars, proportion demeurée stable depuis 1970 ; le dollar occupe une place prépondérante sur les euromarchés où 75% des opérations effectuées de 1973 à 1981 ont été des opérations libellées en dollars. Tous ces éléments consacrent la primauté du dollar sur toutes les autres monnaies nationales, expression de la domination de l'impérialisme américain sur tous les autres.

2. La crise du système et le tournant de 1971

[Retour à la table des matières](#)

La supériorité économique politique et militaire des États-Unis sur les puissances rivales et la primauté absolue du dollar sur toutes les autres monnaies s'érige néanmoins sur une toile de fond qui est celle d'un système miné en profondeur, celle de l'impérialisme, dernier stade du capitalisme, réaction sur toute la ligne. La réalité de toute l'économie mondiale du vingtième siècle est celle de la concurrence sans merci entre impérialismes rivaux, celle des guerres commerciales pour la conquête des marchés et l'accès aux ressources, celle des guerres tout court, dont les deux guerres mondiales et les centaines de guerres ou conflits armés de moindre envergure que le monde a connus depuis la Deuxième Guerre mondiale. La réalité de l'économie mondiale du 20ième siècle est celle des crises, du chômage et de l'inflation que la politique économique bourgeoise tente désespérément de surmonter par le recours aux mesures artificielles et parasitaires, par l'économie d'armement, l'économie de guerre et finalement par la guerre. Le sens des mesures économiques mises en place au lendemain de la guerre, notamment le système de Bretton Woods, puis du décret de la non-convertibilité du dollar en or par Nixon en août 1971, et enfin de récentes mesures d'intensification de la guerre économique parmi lesquelles la hausse des taux d'intérêt et la politique Reaganienne du dollar "fort", ne peut être saisi et pleinement assimilé que dans ce cadre. La politique de l'impérialisme dominant n'a qu'un but, maintenir et consolider sa domination. L'aggravation des tensions entre-impérialismes rivaux, l'impasse créée par l'impossibilité de résoudre les contradictions profondes du système qui plonge ses racines dans la propriété privée des moyens de production et la

subsistance des États nationaux à l'époque où les forces productives ont depuis longtemps débordé ce cadre étroit, pousse l'impérialisme dominant à intensifier sa guerre économique. Dans le processus de cette intensification, des stades sont atteints où la quantité se transforme en qualité. Un tournant dans les relations économiques et politiques se produit. Les mesures Nixon en 1971 ont marqué un tel tournant dans la situation mondiale. Les mesures récentes fondées sur la politique des taux d'intérêt élevés et du dollar "fort" et sur un formidable accroissement de la production d'armes sont les composantes économiques d'un nouveau tournant, d'une nouvelle intensification de la guerre économique, qui en modifie la nature pour en faire une véritable guerre de pillage, et que l'impérialisme américain n'hésite plus dorénavant à prolonger par la guerre militaire dans les pays ou régions où il est directement menacé par la révolution.

L'écrasante supériorité de l'impérialisme américain au lendemain de la Deuxième Guerre lui a permis d'imposer au reste du monde les institutions économiques et politiques qui le servaient le mieux. Mais pour sauver le système capitaliste tout entier, l'impérialisme américain était forcé d'assurer la relève de ses concurrents. Cette relève achevée à la fin des années soixante, l'impérialisme dominant est forcé de définir les nouvelles conditions de la concurrence face aux puissances économiques reconstruites d'Europe et du Japon. "Il n'y a plus de raison, dit Nixon, pour que les E-U continuent à lutter avec une main attachée derrière le dos". Les nouvelles conditions imposées à leurs concurrents impérialistes par les États-Unis, c'est le cours international forcé du dollar; c'est l'obligation d'utiliser comme monnaie internationale une monnaie nationale soumise à la dépréciation et devenue inconvertible en or. Les tensions qui ont secoué le système de Bretton Woods dès ses débuts, qui n'ont cessé de s'amplifier par la suite comme reflet au niveau monétaire des rivalités impérialistes, atteignent le point de rupture. La marée de dollars qui inonde le monde dépasse en août 1971 les \$53 milliards, c'est-à-dire plus que 5 fois les stocks d'or dont dispose alors le Trésor américain. La masse de dollars américains en circulation à l'étranger ne peut continuer à être augmentée que si la possibilité de leur conversion en or est supprimée. Cette condition réalisée, la multiplication des dollars se poursuit sans entrave pour dépasser à la fin de 1983 les \$450 milliards, soit près de 10 fois le montant en circulation en août 1971.

La volonté de l'impérialisme américain de faire retomber sur ses concurrents les frais de la crise et de redéfinir à son avantage les règles du jeu des relations économiques internationales, volonté exprimée dans les mesures Nixon de 1971, ne réussit pas pour autant à enrayer le marasme. Le dollar doit d'abord être dévalué deux fois, de 7,89% en décembre 1971 (la première

dévaluation du dollar depuis 1934) et de 10% en février 1973 avant que ne soit enterré définitivement en mars 1973 le régime des parités fixes entre monnaies et institué officiellement, avec les accords de la Jamaïque en 1976, le régime des changes flottants. Livré aux forces du marché, le dollar entreprend à partir de 1976 une dégringolade en chute libre. Son prix baisse par rapport à toutes les principales monnaies (mark, franc français, franc suisse, livre sterling) pendant que le prix de l'or ne cesse d'augmenter à une allure vertigineuse. Alors que le dollar s'échange contre 2,36 mark à la fin de 1976, il ne donne plus que 1,735 mark à la fin de 1979. De 2,45 francs suisses, il passe à seulement 1,61 pendant la même période. En yen, son prix baisse de 293 à 197 à la fin de 1978.

3. Dollar fort et relance militaire : les bases d'un nouveau tournant

[Retour à la table des matières](#)

À la fin d'octobre 1978, le dollar ayant atteint le creux de la vague, le gouvernement américain intervient à la rescousse du billet vert par des mesures de "redressement" économique, restrictions budgétaires, coupures dans les dépenses sociales, licenciements dans les services publics, hausse des taux d'intérêt. Il réussit pour quelque temps à empêcher la poursuite du processus et à stabiliser le dollar. Mais ce n'est qu'un bref répit. Moins d'un an plus tard, en octobre 1979 une nouvelle intervention extraordinaire devient nécessaire, cette fois cependant dans des conditions économiques générales encore plus détériorées. L'escalade des mesures prises franchira un nouveau pas qui sera le coup d'envoi conduisant au tournant actuel de la politique mondiale de l'impérialisme américain. Ces mesures auront des incidences internes, frappant davantage encore la classe ouvrière et les couches défavorisées de la population américaine par les attaques aux acquis sociaux, mais elles viseront encore plus à renforcer la position économique et politique américaine à l'échelle du monde. Le feu vert est donné à la relance des budgets militaires, d'abord sous Carter, puis à un niveau sans précédent en temps de paix sous Reagan. On relève le taux d'escompte de la banque Centrale (le Federal Reserve Board) qui entraîne un relèvement de l'ensemble des taux d'intérêt; des mesures de raréfaction et de renchérissement du crédit sont mises en

place. Les taux d'intérêt sont portés à des niveaux jamais atteints, accélérant inévitablement la marche à la récession, qui est mondiale à partir de 1980. De 15% en janvier 1980, le taux de base des banques américaines ("prime rate" ou taux auquel les banques prêtent à leurs meilleurs clients) est porté à 20,11% en avril pour redescendre à 10,25% en août, puis remonter au niveau sans précédent de 21,5% en décembre. Ces énormes fluctuations traduisant des tensions non moins grandes dans l'élaboration des politiques au sein de la bourgeoisie américaine, provoquent inévitablement le recours accru à l'emprunt bancaire à court terme, accroissant ainsi la vulnérabilité des emprunteurs et le risque de défaillance. Mais, les niveaux atteints par les taux d'intérêt américains provoquent également une remontée en flèche, quoique tout à fait artificielle du cours du dollar sur le marché des changes.

L'ascension du dollar suivra un mouvement ininterrompu jusqu'à aujourd'hui, mouvement qui amènera le dollar à fracasser tous les records par rapport à l'ensemble des monnaies. De 4 francs français en janvier 1980, le dollar passe à 8 francs français en juillet 1983. En mark, l'ascension est moins rapide, mais tout aussi réelle : de 1,8 DM à 2,6 DM au cours de la même période. Les taux d'intérêt ont certes baissé depuis leurs sommets historiques de 1980 et 1981, mais les taux réels (diminués du taux d'inflation) maintenus plus élevés aux États-Unis que chez leurs concurrents impérialistes par la politique économique américaine, continuent à exercer des pressions à la hausse sur le dollar. Les taux élevés, conjugués à un taux d'inflation relativement bas aux États-Unis, en un mot des taux de rendement réels plus élevés que partout ailleurs, constituent pour les capitaux étrangers un attrait irrésistible qui provoque l'afflux aux États-Unis d'une masse de capitaux en provenance des quatre coins du monde. La demande accrue de dollars ainsi créée exerce une pression à la hausse sur la monnaie américaine dont le prix est porté à des sommets sans précédent sur les marchés des changes. L'approfondissement de la crise a aussi largement contribué à accroître la demande de dollars, par l'endettement sans cesse croissant des pays dominés qui atteint les \$750 milliards à la fin de 1983, la nécessité de refinancement de la dette de nombreux pays incapables de faire face aux échéances de remboursement, la part croissante de l'endettement nouveau affectée au seul service de la dette antérieure, le financement des déficits de la balance des paiements et de la dette publique d'un nombre de plus en plus élevés de pays capitalistes industrialisés.

4. Un pillage en règle des pays dominés

[Retour à la table des matières](#)

Le dollar fort, résultat des politiques artificielles des taux d'intérêt élevés aux États-Unis et reflet de la situation de crise économique mondiale, est l'un des instruments clé de la redéfinition des relations économiques entre pays, des nouvelles conditions de la guerre économique et de la domination impérialiste. Le niveau élevé des taux d'intérêt augmentant le fardeau du loyer de l'argent de même que le coût plus élevé des remboursements en dollars à partir de ressources en monnaies dépréciées, impose aux pays endettés une charge d'autant plus lourde. Les pays dominés subissent les plus forts contre-coups de cette situation qui conduit à une dégradation encore plus lourde de leur économie, à une dépendance encore plus complète face au capital financier. Alors que les recettes d'exportation des pays dominés stagnent, bloqués par une politique mondiale des prix des produits de base qui sont tombés en 1982 à leur cours le plus bas depuis la Deuxième Guerre mondiale, leur endettement s'accroît en même temps que s'accroît le coût du financement de cet endettement. Les chiffres suivants de la Banque Mondiale (6e Rapport annuel sur le développement dans le monde - 1983 et World Debt Tables) et du Fonds Monétaire international (World Economic Outlook, mai 1983, p. 200-205) illustrent ce fait. La dette extérieure des pays dominés non exportateurs de pétrole est passée de \$336 milliards en 1978 à \$612 milliards en 1982, soit une augmentation de 82%. Pendant cette même période de 4 ans de taux d'intérêt élevés, les seuls versements annuels d'intérêt sur la dette (sans compter les versements au titre du remboursement de capital) sont passés de \$19 milliards en 1978 à \$59 milliards en 1982, soit une augmentation de 310%; les frais d'intérêt ou de financement de la dette ont donc augmenté presque quatre fois plus vite que la dette. Ces faits ne font que démontrer l'accélération de la détérioration de la situation au cours de la dernière décennie. L'endettement global des pays dominés non exportateurs de pétrole qui était de \$161 milliards en 1974, atteint les \$664 milliards en 1983. L'endettement des pays dominés exportateurs de pétrole (pour l'essentiel l'Algérie, l'Indonésie, le

Nigéria et le Venezuela) étant de quelque \$80 milliards en 1983, la dette totale des pays dominés atteint les \$750 milliards à la fin de 1983.

L'endettement des seuls pays non exportateurs de pétrole représentait 22% du Produit intérieur brut de ces pays en 1974; il en représente 35% en 1983 (50% pour le Moyen Orient, 38% pour l'Amérique Latine). Par rapport au volume des exportations de biens et services, le volume de l'endettement était de 5% plus élevé que le chiffre des exportations en 1974 (63% pour l'Amérique Latine) ; il est maintenant de 44% plus élevé en 1983 (143% pour l'Amérique latine). Enfin si on compare le service annuel de la dette (paiement des intérêts et remboursement de capital) au revenu annuel des exportations de biens et services, le rapport (le "ratio du service de la dette") était de 19% en 1978 (42% pour l'Amérique Latine); il a atteint 24% en 1982 (54% pour l'Amérique Latine) pour redescendre à 19.3% en 1983 (pour l'Amérique Latine). Ce résultat apparemment contradictoire ne s'explique que par une chose: l'insolvabilité et l'incapacité matérielle de payer de toute une série de pays qui ont réclamé et obtenu divers mode de rééchelonnement de leur dette et se sont vus dispensés du remboursement immédiat d'emprunts venus à échéance, tout en continuant à verser les charges d'intérêt sur une dette redéfinie pour inclure les nouveaux emprunts conclus dans le cadre des rééchelonnements. Alors que de 1978 à 1982, plus de 40 accords de rééchelonnement de dettes ont été conclus avec une vingtaine de pays, pour un montant global de \$30 milliards, pendant les premiers mois de 1983 une quinzaine d'accords de rééchelonnement étaient en négociation pour un montant global de près de \$40 milliards. (Finances et développement, sept. 1983, publication trimestrielle du FMI et de la Banque Mondiale).

Le ratio du service de la dette (rapport du service de la dette aux revenus d'exportation) ne fournit qu'un indice incomplet de la situation réelle. Théoriquement ce rapport prétend mesurer la capacité annuelle de paiement du service de la dette à même les revenus d'exportations. Un ratio de 20% signifie que 20% des revenus d'exportation sont nécessaires pour financer la dette extérieure, mais ces 20% ne sont disponibles à cette fin que si le paiement des importations n'accapare que 80% des revenus d'exportation ce qui est loin d'être le cas. En fait on constate exactement le contraire. Les déficits des balances des paiements courants des pays dominés non exportateurs de pétrole n'ont cessé de s'accroître depuis 10 ans. De \$9 milliards en 1972, ils atteignent \$87 milliards en 1982 et les prévisions du FMI projettent une poursuite de cette détérioration (\$93 milliards de déficit pour 1986). In cela s'ajoute le fait que les pays dominés exportateurs de pétrole Cui connaissaient d'importants surplus de leur balance courante jusqu'en 1981, sont maintenant- déficitaires: \$2 milliards en 1982, \$27 milliards en 1983.

Aux ponctions de plus en plus lourdes exercées par l'impérialisme sur l'économie des pays dominés par le biais de l'endettement d'État, s'ajoutent toutes les formes de pillage exercées à travers tous les pores de l'économie par l'action directe du capital privé étranger agissant sur le terrain national des pays opprimés. Dans un pays au bord de la catastrophe financière comme le Brésil, où la dette extérieure dépasse les \$90 milliards, où le taux annuel d'inflation est de l'ordre de 150%, où le FMI dicte les mesures d'austérité qui frappent de plein fouet les conditions de vie de la grande masse de la population, les grandes banques internationales, notamment les banques américaines, telles la Chase Manhattan et la Citibank de la famille Rockefeller de même que la First National Bank of Boston, font des affaires d'or. L'an dernier, la Citibank, rapporte la revue Business Week du 22 août 1983, a retiré du Brésil des profits de \$153 millions, soit 20% de ses profits mondiaux. Les trois banques américaines sont en particulier engagées dans des activités extrêmement lucratives de prêts en cruzeiros à des taux annuels qui dépassent les 200%. Dans le jargon de la revue Business Week, il s'agit de la démonstration de ce qu'on peut extraire du sang d'un morceau de roc. En fait, ce dont il s'agit, c'est plutôt du fonctionnement du capital financier, forme moderne du capital usuraire parasitaire qui se nourrit des ponctions qu'il exerce sur les autres fractions du capital, mais aussi sur les autres catégories de revenu que le profit par des manœuvres financières diverses, par des formes d'enrichissement coupées de tout lien avec la production.

5. Un retour à des relations de type colonial

[Retour à la table des matières](#)

L'aggravation de la situation économique des pays dominés, la crise de l'endettement amplifiée par la politique des taux d'intérêt élevés et du dollar fort, l'accroissement de la dépendance des pays dominés face au capital financier et des ponctions exercées sur leurs ressources comme tribut à payer au capital financier, sont autant de facteurs qui expriment la transformation en cours des relations entre pays impérialistes et pays dominés. Les relations de domination qui s'exerçaient jusqu'à aujourd'hui sur des pays dominés mais

formellement indépendants tendent à se transformer en des relations de type colonial. La disparition conséquente et progressive de toute capacité d'accumulation nationale autonome dans les pays dominés, de même que l'impuissance et le caractère parasitaire des bourgeoisies nationales, s'expriment notamment dans le mouvement de fuite des capitaux nationaux en quête de spéculation, cherchant dans le dollar fort et le bastion du capitalisme que sont les États-Unis à la fois la garantie contre la dévaluation de la monnaie nationale du pays d'origine et la promesse d'un rendement élevé à l'abri de tout risque face au mouvement des masses ou face à ce que l'OCDE appelle les "incertitudes politiques". Ce déplacement des capitaux nationaux vers le refuge que représentent pour les bourgeoisies des pays dominés les États-Unis et le dollar fort, est particulièrement important en ce qui concerne l'Amérique Latine. (Perspectives économiques de l'OCDE no. 33, juillet 1983, p. 77).

6. Guerre économique entre impérialismes rivaux

[Retour à la table des matières](#)

La politique américaine des taux d'intérêt élevés et du dollar fort vise également à affirmer la domination de l'impérialisme américain sur ses rivaux. La faiblesse du dollar dans les années 70 et particulièrement dans la deuxième partie de la décennie reflétait de manière brutale le caractère désespérément malade de l'économie américaine. Sur le plan politique, la fragilité du dollar était le symbole du déclin relatif de la puissance américaine dans l'arène mondiale. Certains ont même voulu y voir la fin d'une époque et l'avènement d'une nouvelle période où la suprématie américaine se verrait surclassée par la puissance ascendante d'une Europe unie ou du Japon. Aujourd'hui la politique du dollar fort traduit incontestablement la velléité de l'impérialisme américain d'affirmer son rôle de leadership absolu face aux pays dominés, mais autant face à ses rivaux impérialistes. Mais le dollar fort est-il pour autant le reflet d'une économie nationale saine, pleine de vigueur, capable de remettre l'économie mondiale sur le sentier de la croissance soutenue ? Commentant les "faits saillants" du premier trimestre de 1983 sur les marchés des changes, l'OCDE dans son rapport semestriel de juillet 1983 (Perspectives économiques no. 33, p. 74-75) répond dans ces termes à cette question.

"Il semble que les mouvements du dollar - et partant, du yen et sans doute de certaines autres monnaies - aient continué d'être déterminés par les taux d'intérêt et les considérations générales d'ordre financier plus que par les résultats économiques des différents pays, les positions concurrentielles et les tendances des balances des opérations courantes, ce qu'on appelle les "données fondamentales".

Ce sont les "facteurs financiers" tels les écarts des taux d'intérêt, nous dit l'OCDE, et non les "données fondamentales" de l'économie, qui déterminent le niveau du dollar. Ces "facteurs financiers", évoluent de manière autonome, s'affranchissant en quelque sorte des conditions réelles de l'économie, celles de la production et des positions concurrentielles, sont les moyens totalement artificiels et parasites de la "fermeté" du dollar. Le dollar fort imposé au monde par l'impérialisme dominant, même s'il ne reflète nullement la position concurrentielle des États-Unis face à ses rivaux ni une quelconque capacité de surmonter les contradictions du système, demeure néanmoins une arme de la guerre économique. Mais cette arme est à double tranchant.

La force de l'arme est démontrée dans les rapports entre impérialismes et pays dominés. La crise de l'endettement, dont la majeure partie est libellée en dollars, en témoigne. Mais en témoigne aussi le renchérissement de la facture pétrolière, le prix du pétrole étant libellé en dollars. Si le prix officiel du pétrole demeure stable, ou même s'il diminue comme au début de 1983, son prix effectif en dollars augmente pour le pays dont la monnaie se déprécie face au dollar. La hausse de la facture pétrolière via la hausse du dollar fait donc porter un poids supplémentaire à des économies déjà faibles et dont les recettes d'exportation sont par surcroît hypothéquées par la détérioration des termes de l'échange des matières premières et produits de base, principale source de ces recettes. Mais la hausse de la facture pétrolière ne touche pas seulement les pays dominés non exportateurs de pétrole. Elle touche directement les concurrents impérialistes des États-Unis, qui à l'exception de la Grande Bretagne, exportateur net de pétrole, et du Canada, dépendent tous fortement des importations pour leurs approvisionnements en pétrole. Sur les 212,5 milliards d'importations nettes de pétrole effectuées par six des "sept grands" de l'OCDE en 1981, les États-Unis ont importé pour \$75 milliards, le Japon \$58 milliards, la France \$25 milliards, la RFA \$29 milliards, l'Italie \$22 milliards et le Canada \$3,5 milliards, alors que la Grande Bretagne réalisait des exportations nettes de \$5 milliards. Les États-Unis tout en étant le premier importateur mondial de pétrole, sont le deuxième producteur mondial (10,2 millions de barils par jour en 1982) le premier étant l'URSS (12,3 millions de barils par jour en 1982). Ils ne dépendent de l'extérieur que pour 45% de leur

consommation, alors que les importations des pays d'Europe et du Japon représentent de 85% à 100% de leurs besoins en pétrole. De plus, les fluctuations du dollar n'affectent nullement les États-Unis, dont le dollar est la monnaie nationale. Une hausse du dollar affecte par contre les concurrents des États-Unis qui doivent payer plus cher en leur monnaie nationale leurs importations de pétrole libellées en dollars.

La politique des taux d'intérêt élevés et du dollar fort a provoqué un afflux vers les États-Unis de capitaux de tous types, en provenance des quatre coins du monde: capitaux à court et à long terme, privés et publics, investissements directs, capitaux flottants spéculatifs, capitaux "en fuite", etc. Les investissements directs étrangers aux États-Unis ont dépassé en 1981, pour la première fois, les investissements directs des États-Unis à l'étranger. Les entrées nettes ont à ce poste dépassé les \$12 milliards en 1981 et 1982. Pour ce qui est des capitaux à court terme auxquels s'ajoutent les capitaux en fuite, comptabilisés dans les statistiques américaines de la balance des paiements au poste "erreurs et omissions", ils représentent une entrée nette de \$49 milliards en 1982. La masse de capitaux à court terme, qui se dirigent notamment vers l'achat de bons du Trésor fournit à l'administration américaine un apport de fonds considérable qui contribue largement à financer l'énorme déficit fédéral, (\$200 milliards pour l'exercice financier qui vient de se terminer). La politique des taux d'intérêt élevés permet ainsi aux capitaux en provenance du monde entier de participer au financement du déficit budgétaire américain et de la part croissante qu'y occupent les dépenses militaires.

7. Les contradictions du dollar fort

[Retour à la table des matières](#)

La politique du dollar fort cependant comporte des aspects contradictoires qui concourent à affaiblir l'impérialisme américain dans la guerre économique implacable qu'il livre à ses rivaux. La surévaluation du dollar face aux autres monnaies rend attrayantes pour les États-Unis les importations de produits étrangers dont le prix relatif est d'autant plus bas que le niveau du dollar est élevé. Le prix relativement bas des produits importés est d'ailleurs un facteur qui contribue à contenir l'inflation aux États-Unis. Mais les mêmes conditions qui stimulent les importations freinent les exportations américaines vers

l'étranger. Le dollar étant cher, l'achat de produits américains libellés en dollars s'en trouve découragé. La position concurrentielle des États-Unis sur le marché mondial est défavorisée par un dollar fort. L'évolution de cette position concurrentielle peut être mesurée par l'indice des prix relatifs à l'exportation des produits manufacturés. Cet indice, d'après les statistiques de l'OCDE révèle que les prix à l'exportation ont augmenté de 29% de 1979 à 1983 aux États-Unis alors qu'ils sont restés stables au Canada, qu'ils ont diminué de 7,5% au Japon, de 7% en France, de 9% en RFA et en Grande-Bretagne et qu'ils ont augmenté de 8,5% en Italie pendant la même période. La position concurrentielle des États-Unis s'est donc dégradée face à celle de l'ensemble de ses principaux rivaux.

La balance commerciale des États-Unis a, somme toute, été poussée à se détériorer du fait d'un accroissement des importations (augmentation des sorties de fonds) doublé d'une diminution des exportations (diminution des entrées de fonds). De \$27 milliards en 1979, le déficit commercial s'est accru à \$36 milliards en 1982 et à \$56 milliards en 1983. En conséquence, la balance des paiements courants (balance commerciale + solde des échanges "invisibles": frais de transport, primes d'assurance, dépenses de tourisme, intérêts et dividendes, transferts privés à l'étranger) faiblement excédentaire en 1980 et 1981, de \$1,5 et 4,5 milliards respectivement, devient déficitaire en 1982 et 1983, de \$8 et \$25 milliards) respectivement (FMI, op. cit., p. 209 et OCDE op. cit., p. 190).

Tel est l'état de certaines des "données fondamentales" dont parle l'OCDE. Livré au libre jeu de ces "données", le dollar ne peut manquer de subir de fortes pressions à la baisse. Baissera-t-il pour autant ? Ou plutôt, la politique de l'impérialisme américain acceptera-t-elle de laisser jouer les forces du marché ? Il est incontestable qu'elle peut recourir à une amplification des mesures artificielles qu'elle emploie déjà, à une nouvelle escalade des taux d'intérêt. En un mot-, et c'est là l'une des expressions du parasitisme, elle peut créer de toutes pièces une situation qui semble échapper aux lois de l'économie. Cette autonomie relative des mécanismes financiers face aux processus réels, n'est toujours en dernière instance qu'une autonomie apparente. Tôt ou tard les lois de l'économie doivent s'affirmer. En ce qui concerne le dollar, sa fermeté contient déjà les germes de l'éclatement de la crise. En essayant de dégager sa queue, la politique de l'impérialisme se fera attraper par le museau. Le dollar fort, avons-nous dit, n'est pas au départ un reflet de santé de l'économie américaine.

Brandi- comme arme de la guerre économique, il n'en est pas moins, simultanément et contradictoirement, un facteur de détérioration de l'état de santé déjà précaire de cette économie. La détérioration encore plus grande de la position concurrentielle des États-Unis qu'il provoque, accentue les tendances récessionnistes de l'économie, les tensions internes, le développement du chômage et de la sous-utilisation des capacités de production. À l'intérieur de la bourgeoisie américaine, des forces opposées à la politique du dollar fort chiffrent à 3% la chute du PNB de 1983 et à 1,5 millions le nombre de chômeurs supplémentaires provoqués par l'élévation du dollar à son niveau actuel, c'est-à-dire à 70% au-dessus de son niveau de 1980. (Business Week 27 juin 1983, p. 92).

Le risque de défaillance de nombre de pays endettés constitue également une menace dont les effets sur le système financier international et sur l'économie du principal bailleur de fonds que sont les États-Unis est aussi l'objet d'une évaluation chiffrée. Si le Brésil, par exemple se trouvait en défaut de paiement de sa dette de \$90 milliards dont \$22 milliards sont dûs à des banques américaines, cette défaillance entraînerait une chute du PNB de \$25 milliards (0,8% du PNB de 1983), une chute des exportations de \$14 milliards (7% des exportations de 1983), une augmentation du déficit budgétaire de \$8,4 milliards (4% du déficit budgétaire de l'exercice 1982-83) et un accroissement du nombre de chômeurs de 400,000. Si tous les pays d'Amérique Latine, qui doivent ensemble \$71 milliards aux banques américaines, se trouvaient en défaut de paiement, la chute du PNB américain serait de 2,3%, des exportations 19%, l'augmentation du déficit budgétaire 13% et l'accroissement du nombre de chômeurs 1,1 million. (Business Week, 7 novembre 1983, p. 118).

Quelle que soit l'exactitude de ces chiffres, le fait est que le risque d'une incapacité de paiement d'un débiteur majeur ou d'une série de débiteurs de moindre importance constitue une menace réelle pour l'impérialisme dans son ensemble, pour le système financier international et les banques privées multinationales. On peut mesurer cette menace, entre autres, par la prise en main des cas problèmes tels le Mexique et le Brésil par les plus hautes instances du capital financier international, comme la Banque des règlements internationaux et par le FMI, organisme pivot du système monétaire international.

8. La faiblesse des impérialismes européens

[Retour à la table des matières](#)

Au sommet de Williamsburg en mai 1983, le président Reagan a fait comprendre à ses partenaires, notamment au président Mitterrand qui exprimait haut et fort ses revendications en faveur d'un nouvel ordre monétaire international, qu'il n'avait pas l'intention de changer d'un iota sa politique. En fait, les revendications en faveur de plus de souplesse sur le plan des taux d'intérêt, à la limite, sont des revendications formelles. Qu'advierait-il en effet si le dollar se dépréciait? quel serait l'effet d'une telle dépréciation sur les monnaies qui sont reliées par des parités fixes dans le cadre du Système monétaire européen (mark allemand, franc français, florin néerlandais, franc belge, franc luxembourgeois, couronne danoise, livre irlandaise) ? De toute évidence, une dépréciation du dollar entraînerait des tensions intolérables à l'intérieur du SME qui d'ailleurs, depuis son entrée en vigueur en mars 1979, n'a cessé d'être secoué par des crises et de procéder à des réalignements des parités entre les diverses monnaies : deux "ajustements" de parités dès la première année de fonctionnement en 1979, pressions très fortes sur le franc-français, le franc belge et la lire en 1981, qui conduisent d'abord à la dévaluation unilatérale de 6% de la lire en mars 1981, puis au premier réalignement général au sein du système en octobre ; une nouvelle dévaluation du franc belge de 8,5% en février 82 est suivie d'un nouveau réaménagement général des parités en juin 1982 avec réévaluation du mark et du florin alors que la lire et le franc français sont encore une fois dévalués; après six mois de calme relatif, les tensions reprennent de plus belle au début de 1983; elles conduisent le 21 mars au septième réalignement des parités. Au terme de ces quatre premières années de fonctionnement du SME, par rapport aux taux pivots du 13 mars 1983, le mark allemand s'est apprécié de 4% par rapport au florin, 22,5% par rapport à la livre irlandaise, 27,5% contre le franc belge, 28,5% contre la couronne danoise, 33% vis-à-vis du franc français et 37% contre la lire. Ces violentes perturbations à l'intérieur d'un système dans lequel certains ont voulu voir le premier pas dans la voie de la réalisation de l'objectif, utopique sous le capitalisme, de l'unité monétaire de l'Europe, s'expliquent

notamment par l'affrontement des politiques économiques nationales de chaque État destinées à préserver avant tout les intérêts nationaux, par les différences entre les taux d'inflation, les positions concurrentielles, etc.

Mais elles traduisent aussi et au premier plan les contrecoups de la situation mondiale et en particulier les effets de l'évolution du dollar. En fait, jusqu'ici la "fermeté" du dollar a joué, si on peut dire, un effet temporisateur, freinant en quelque sorte le développement des tensions à l'intérieur du SME, si importantes qu'elles aient pu être par ailleurs. La fermeté du dollar a contribué à masquer des tensions encore plus fortes et à retarder l'échéance de leur éclatement. Le dollar fort a masqué la faiblesse encore plus grande des francs français et belge, de la couronne danoise et de la lire. La force du dollar et les taux d'intérêt élevés qui en sont la cause ont, en attirant des masses de capitaux vers les États-Unis, drainé des milliards en investissements libellés en marks. Cela a eu pour effet d'affaiblir d'autant le mark par rapport aux monnaies faibles du SME et de donner une fausse apparence de force relative à ces monnaies, en particulier au franc français et à la lire, monnaies stimulées par ailleurs face au mark par des taux d'intérêt plus élevés en France et en Italie qu'en RFA. La chute du cours du dollar ne pourra manquer de créer des tensions extrêmement fortes sur le SME, provoquant une vague de fond vers le mark dont une nouvelle réévaluation face aux autres monnaies du SME et en particulier, face au franc et à la lire, s'imposera de manière inévitable, risquant de pousser le SME à l'éclatement.

Tout cela n'est que le reflet au niveau des mécanismes monétaires, du nouveau tournant, de la guerre économique et de la forme qu'elle prend entre les principaux pays d'Europe. De nouveau, les problèmes économiques des pays européens regroupées au sein de la Communauté économique européenne, l'Europe des dix, resurgissent à l'occasion de la préparation du "sommet" d'Athènes de décembre 1983: le financement de la CEE et la contribution britannique, la politique agricole, la crise de la sidérurgie, la remontée des tendances protectionnistes, la capacité de concurrence de la CEE face aux États-Unis et au Japon, l'impossibilité d'élaborer une politique industrielle commune, de coordonner les politiques économiques, etc. Face aux intérêts dits "communautaires", ce sont les intérêts nationaux qui dominent et la concurrence l'emporte nécessairement sur le projet irréalisable sous le capitalisme de l'Europe "supranationale", même si les tendances naturelles poussent irrésistiblement à cette unification qui se bute à l'obstacle de la propriété privée et de la subsistance des États nationaux dont elle est le fondement.

9. L'accentuation de la guerre commerciale

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau mondial, la guerre commerciale a pris une nouvelle ampleur. La chute de la croissance du commerce mondial, caractéristique de toute la décennie 1970-1980, s'est amplifiée ces dernières années avec l'approfondissement de la crise et le développement de la récession mondiale. Après avoir connu une croissance annuelle en volume de 8,5% en moyenne de 1963 à 1972, le commerce mondial n'a augmenté que de 4,1% par an de 1973 à 1982 avec une baisse réelle de 3,5% en 1975, puis des taux successifs de seulement 2% et 0,5% pour 1980 et 1981 et finalement une seconde chute réelle de 2,5% en 1982, ramenant le volume du commerce mondial à son niveau de 1979. Une maigre augmentation de 1% est prévue par le FMI pour 1983.

Ces chiffres, si éloquents soient-ils, ne suffisent pas cependant à décrire la situation de crise sur le marché mondial, notamment en ce qui concerne les conditions particulières imposées aux pays dominés et l'intensité des mesures protectionnistes. Pour la cinquième année consécutive en 1982, les termes de l'échange des pays dominés ont continué à se détériorer ; pour ceux d'entre eux qui ne sont pas exportateurs de pétrole, la dégradation cumulative après ces cinq années est de 20%. Aucune perspective d'amélioration n'est envisagée non plus pour les années à venir. La détérioration de la situation des pays dominés provoquée par les termes d'échange défavorables a été intensifiée par la baisse du volume des importations des pays industrialisés en récession. Ces facteurs se combinant à un lourd endettement, au raccourcissement des échéances de la dette, au renchérissement du remboursement d'une dette libellée en dollars, à une importante fuite des capitaux, ont contribué à accélérer la marche à une situation de crise, désormais ouverte pour certains pays comme le Brésil, le Mexique et l'Argentine.

Malgré les déclarations officielles de tous les gouvernements des pays capitalistes industrialisés réaffirmant leur ferme engagement à promouvoir par tous les moyens la libéralisation des échanges, les pratiques protectionnistes ont continué à se développer de plus belle. C'est la résurgence des barrières

douanières, des contingentements, des restrictions "volontaires", des poursuites "anti-dumping, des représailles, etc. autant de pratiques interdites par le GATT. Mais ce sont aussi, et de plus en plus, les accords bilatéraux, les "accords de compensation" entre pays pris deux à deux; c'est le retour au troc, l'usage de mesure vertement dénoncées par le GATT, mais auxquelles recourent désormais de manière courante plusieurs des principaux pays capitalistes industrialisés. Les échanges "compensés", marchandise contre marchandise, et non pas marchandise contre argent, ont connu un développement considérable au cours de la dernière décennie. Ils comptent pour 15 à 20% du commerce est-ouest, et aujourd'hui, selon des estimations non officielles, pour environ 20% du commerce mondial. A titre d'exemple, en 1982, les États-Unis livraient à la Jamaïque 8000 tonnes de lait en poudre en échange de 360,000 tonnes de bauxite; Pepsi-Cola a vendu à l'URSS plusieurs unités de production et lui a acheté en contrepartie de la Vodka qu'elle vend sur le marché américain. Les prix fixés pour l'échange de produits dans le cadre d'accords de compensation sont souvent beaucoup plus élevés que les cours mondiaux ; les entreprises contractantes n'hésiteront néanmoins pas à conclure l'entente s'il en va de la réalisation d'un contrat important. Des pays comme le Canada, la Belgique, l'Australie, la Suède, le Japon, la RFA, recourent de plus en plus souvent à de tels contrats de compensation, notamment pour les achats de matériel d'armement : moteurs d'avion contre produits industriels divers, etc. Même si la compensation est condamnée par le GATT comme pratique commerciale déloyale, elle tend néanmoins à prendre une place significative dans un marché mondial où les forces qui poussent à la dislocation créent les conditions d'une guerre commerciale toujours plus intense.

Louis Gill

Le 17 novembre 1983

Fin du texte.

CAHIERS DE RECHERCHE

**Département des sciences économiques
Université du Québec à Montréal**

[Retour à la table des matières](#)

Numéro	Auteur(s)	Titre
8201	Jean MIRUCKI,	Vérification des conditions d'efficacité dans la production chez Bell Canada ; 1952-76.
8202	Lawrence D. KROHN,	Population Growth in the Generational Optimum Economy
8203	John McCALLUM,	Inflation in Canada and the United States
8204	John McCALLUM,	A critical Review of Monetarism in Canada
8205	Claude FLUET et Pierre LEFEBVRE,	Productivité globale des facteurs, prix relatifs et répartitions primaire des revenus
8206	John McCALLUM,	Inflation in the Seventies : A Cross-Countries Analysis
3301	Pierre LEFEBVRE,	Les professeurs dans la hiérarchie des revenus au Québec : quelle position ?
8302	Michel BERGERON,	Some Misunderstanding on Tax Expenditures
8303	Claude FLUET,	Society Does Benefit from Feasible Price Instability
8304	John McCALLUM,	Government Deficits : Historical Analysis and Present Policy Alternatives.
8305	Claude FLUET Pierre LEFEBVRE,	Relative prices, factor income and the sharing of total factor productivity gains

- 8306 Émile ALLIE et Pierre LEFEBVRE, L'Aide sociale et le Supplément au revenu de travail : une simulation économique des revenus (salaires) de réserve.
- 8307 John McCALLUM, The Anti-Inflation Board and the External Balance Constraint
- 8308 Ruth ROSE-LIZÉE, Women and Pension Reform
- 8309 John McCALLUM, A Generalized Credibility Hypothesis : Theory and Evidence.
- 8310 Clément LEMELIN, L'offre d'éducation : coûts, productivité et efficacité.
- 8401 Helen H.M. BOSS, Unproductiveness Fallacy and Material Fallacy in the Economics of Das Kapital Implications for Boundaries, Value and Welfare.
- 8402 Louis GILL, Un tournant dans la situation économique mondiale.